

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/GBT/W/1/Add.14/Rev.1**

13 février 1997

(97-0586)

---

**Groupe des télécommunications de base**

Original: anglais

## COMMUNICATION DE LA ROUMANIE

### Projet d'offre révisé sur les télécommunications de base

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe des télécommunications de base à la demande de la Roumanie.

La Roumanie présente ci-joint son projet d'offre révisé sur les télécommunications de base. Cette offre est conditionnelle et la Roumanie se réserve le droit de la modifier, de la réduire ou de la retirer en totalité ou en partie, à tout moment avant la clôture des négociations sur les télécommunications de base.

La présente offre a été établie compte tenu des notes du Président du 16 janvier 1997 (S/GBT/W/2/Rev.1) sur l'établissement des listes d'engagements pour les télécommunications de base et du 3 février 1997 (S/GBT/W/3) sur les limitations concernant l'accès aux marchés qui ont trait à la disponibilité du spectre.

La Roumanie se réserve le droit de réintroduire la limitation relative à la disponibilité du spectre selon qu'il y a consensus ou non sur le statut de la note du Président sur la question et selon que cette restriction est également supprimée ou non des autres offres.

La Roumanie se réserve en outre le droit d'apporter à son offre des modifications d'ordre technique et d'en corriger toutes erreurs, omissions ou inexactitudes.

ROUMANIE - PROJET D'OFFRE REVISE SUR LES TELECOMMUNICATIONS DE BASE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
2.C Services de télécommunication (Non compris la diffusion de programmes radiophoniques ou télévisuels à l'intention du public en général)  Tous les sous-secteurs	<p>Les licences et autorisations sont accordées uniquement aux entités dotées de la personnalité morale roumaine et constituées en droit roumain.</p> <p>Seuls les signataires roumains ont le droit d'établir des liaisons avec des organisations internationales exploitant des satellites.</p>		<p>Voir l'annexe</p> <p>L'exploitation de réseaux et la fourniture de services nécessitent des licences ou des autorisations délivrées par l'autorité réglementaire.</p> <p>Pour tous les sous-secteurs, les conditions d'octroi d'une licence peuvent comprendre l'application des principes en matière de service universel tels qu'ils sont définis par l'autorité réglementaire.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
a) Services de téléphonie vocale Locaux/à grande distance/internationaux	1) Jusqu'au 31 décembre 2002, le contournement du réseau de Romtelecom n'est pas autorisé. Néant à compter du 1er janvier 2003.	1) Néant	
- à usage public	2) Néant	2) Néant	
- assurés par la mise à disposition d'installations	3) Romtelecom a l'exclusivité de la fourniture de ces services jusqu'au 31 décembre 2002. Néant à compter du 1er janvier 2003.	3) Néant	
- assurés par revendeurs			
- assurés par courants porteurs			
- assurés par des moyens radioélectriques fixes	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
a) Services de téléphonie vocale	1) Néant	1) Néant	
- à usage non public	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant, excepté que, jusqu'au 31 décembre 2002, le raccordement au réseau téléphonique public n'est pas autorisé.	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
c) Services de transmission de données avec commutation de circuits	1) Jusqu'au 31 décembre 2002, le contournement du réseau de Romtelecom n'est pas autorisé. Néant à compter du 1er janvier 2003. 2) Néant 3) Romtelecom a l'exclusivité de la fourniture de ces services jusqu'au 31 décembre 2002. Néant à compter du 1er janvier 2003. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
d) Services de télex			
e) Services de télégraphe			
f) Services de télécopie	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
g) Services de circuits loués	1) Néant à compter du 1er janvier 2003 2) Néant 3) Néant à compter du 1er janvier 2003 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
o) Autres services			
- Services téléphoniques mobiles cellulaires analogiques (450 MHz/NMT)	1) Néant, excepté que, jusqu'au 31 décembre 2002, le contournement du réseau téléphonique public international de Romtelecom n'est pas autorisé 2) Néant 3) Néant, excepté ce qui suit: - Telefonica Romania a l'exclusivité de la fourniture de ces services jusqu'au 1er avril 2002 et, - jusqu'au 31 décembre 2002, Romtelecom a l'exclusivité de la fourniture de l'infrastructure des systèmes à courants porteurs. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant  2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
- Services téléphoniques mobiles cellulaires numériques (900 MHz/GSM)	1) Néant, excepté que, jusqu'au 31 décembre 2002, le contournement du réseau téléphonique public international de Romtelecom n'est pas autorisé	1) Néant		
	2) Néant	2) Néant		
	3) Néant, excepté que Romtelecom a jusqu'au 31 décembre 2002 l'exclusivité de la fourniture de l'infrastructure des systèmes à courants porteurs.	3) Néant		
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
- Services de radiorecherche	1) Néant	1) Néant		
	2) Néant	2) Néant		
	3) Néant	3) Néant		
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Services de microstations - à usage non public	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant, excepté que, jusqu'au 31 décembre 2002, le raccordement au réseau public n'est pas autorisé	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

## ANNEXE

### Roumanie: engagements additionnels concernant les télécommunications de base

#### Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunications de base.

#### Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunications de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

#### 1. Sauvegardes en matière de concurrence

##### 1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

##### 1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

## 2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

### 2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

### 2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

### 2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

### 2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunications de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.